

<https://www.pressegauche.org/Que-veulent-les-femmes-qui-participent-a-la-revolution-au-Soudan-39818>



Que veulent les femmes qui participent à la révolution au Soudan ?

- International - Afrique -



Date de mise en ligne : mardi 13 août 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Quoique à la tête de la mobilisation, les femmes sont tenues à l'écart des négociations en cours entre des représentants de la contestation et les généraux qui dirigent le pays depuis la destitution d'Al-Bachir en avril. African Argument a interviewé 64 manifestantes alors que les pourparlers destinés à mener la transition vers un pouvoir civil, peinent à avancer.

Tiré de [Courrier international](#).

Tout au long de la révolution au Soudan, [les femmes ont joué un rôle clé](#) dans le combat pour la liberté, la justice et la paix, notamment en [entonnant des chants révolutionnaires](#). Des manifestations de décembre 2018 aux énormes marches d'il y a quelques jours, les manifestantes ne se sont pas laissées intimider par les arrestations, la torture, les agressions sexuelles, l'usage des gaz lacrymogènes et de balles réelles. Même quand les [forces de sécurité ont tué 118 personnes et violé des dizaines d'autres](#) le 3 juin, [le 29 juillet [six personnes ont été tuées lors d'une manifestation](#) dans la ville d'Al-Obeid, dans le centre du pays] des femmes de tous les milieux, toutes générations confondues, de religions différentes mais aussi de niveaux d'instruction et d'ethnies multiples ont continué à se mobiliser pour exiger des changements.

Afin de comprendre les motivations de ces femmes, nous avons interviewé 64 manifestantes. Il est intéressant de noter que certaines ont parlé directement de l'égalité hommes-femmes : "Il n'y a pas d'égalité, et c'est la raison pour laquelle j'ai participé aux manifestations... je crois en l'égalité des sexes." Alors que d'autres n'étaient pas vraiment dans cette dynamique : "Nous manifestons pour obtenir une vie meilleure, pas pour l'égalité entre les sexes, parce que nous sommes avant tout musulmanes. Nous revendiquons nos droits, mais pas sur tous les plans."

Si toutes les personnes interrogées ont déclaré que leur priorité était de renverser le régime, les femmes ont également apporté leur pierre aux revendications du mouvement : "Liberté, Paix et Justice".

Justice et responsabilité en matière de violences sexuelles

Pour de nombreuses manifestantes, l'État doit être tenu responsable des injustices commises au cours de ses trente années au pouvoir. Et celles qui ont vécu dans des zones de guerre réclament justice pour les violences sexuelles. "Nous voulons que soient punis les auteurs d'abus sexuels au Darfour et dans d'autres régions du pays."

Plusieurs femmes, en particulier les plus jeunes, redoutaient que les forces de sécurité n'aient recours à ce type de violence pour contrer les manifestations. Leurs craintes se sont concrétisées le 3 juin lorsque les Forces de soutien rapide - une unité paramilitaire issue des milices Janjawid responsables des [atrocités commises au Darfour](#) - ont commis des dizaines de viols. "Les femmes ont beau porter des vêtements convenables, elles sont exposées à la violence verbale et physique, et [les agresseurs] prennent l'islam comme prétexte", s'indigne une jeune diplômée.

Les militantes des droits des femmes n'ont pas attendu la révolution pour lutter contre les violences sexuelles. La question a même occupé le devant de la scène politique dans les années 2000, lorsque la Cour pénale internationale a inculpé [l'ancien président Omar Al-Bachir](#) et plusieurs de ses sbires pour le recours systématique et généralisé aux abus sexuels au Darfour. Aujourd'hui, la plupart des manifestantes veulent que les fonctionnaires de l'État soient poursuivis.

"Pour moi, la justice, ce serait que tous les participants au régime précédent payent pour ce qu'ils ont fait subir à

notre pays", a déclaré une femme du Kordofan du Sud, où les accusations de violence sexuelle font également surface. "Ils devraient être tenus responsables et punis pour les abus sexuels au Darfour et dans d'autres régions du pays."

Liberté de choisir sa vie

Pour nombreuses manifestantes, surtout les plus jeunes, la liberté de décider de sa vie, que les choix soient petits ou grands, est une revendication importante. "Je veux pouvoir décider librement de la façon dont je m'habille, où je vais et à quelle heure je dois rentrer à la maison", lance une jeune femme de 28 ans, diplômée de l'université. La plupart évoquent certaines restrictions liées au droit de la famille régi par la charia au Soudan, comme le droit de choisir son mari, de travailler à l'extérieur du foyer et d'avoir la garde des enfants. "Je manifeste contre cette loi qui va m'enlever mes enfants si je divorce."

De nombreuses femmes évoquent également la liberté de se déplacer dans l'espace public et les codes vestimentaires. Ces sujets ont été évoqués par des manifestantes de différents milieux sociaux, d'étudiantes à l'université à des vendeuses ambulantes. Actuellement, une série de lois sur l'ordre public et de décrets présidentiels - prétendument fondés sur l'islam - interdisent aux femmes de travailler en soirée et exigent le port du hijab en public. La police peut procéder à des arrestations sans mandat et mettre en prison sans procès les personnes dont la tenue est jugée inconvenante.

De nombreuses manifestantes jugent ces lois oppressives et contraires à la dignité des femmes.

"Je suis contre toutes les lois de ce régime... surtout la loi sur l'ordre public qui a permis de torturer des femmes soudanaises et a limité leurs facultés de réflexion, leur liberté et leur libre circulation", fustige une des femmes interviewée.

"Pour moi le plus pénible c'est le hijab obligatoire", dit une autre. Certaines déplorent que la religion soit instrumentalisée à des fins répressives. "La religion c'est notre relation avec Dieu. Et ma relation à Dieu est peut-être meilleure que la leur, mais ce n'est pas un hijab qui le prouve", explique une manifestante. Les militantes féministes veulent depuis longtemps faire abolir ces lois qu'elles jugent contraires à la Constitution et à l'islam. La mobilisation au Soudan a repris ses thèmes et réclame plus de libertés pour les femmes.

Réforme du droit et égalité des sexes

Pour de nombreuses manifestantes, un élément clé des revendications de la contestation est l'égalité des sexes. Elles veulent que les hommes et les femmes aient les mêmes droits, en cela elles ont tiré les leçons des mouvements populaires de 1964 et 1985, où les femmes avaient été mises sur la touche. Elles savent qu'elles vont devoir se battre. Leurs revendications sont simples et directes : "Nous savons qui nous sommes et ce que nous voulons : l'égalité des sexes", explique une femme membre d'une coalition, la Mansam, qui comprend 8 huit associations politiques de femmes, 18 organisations de la société civile, plusieurs associations de jeunes et plusieurs militantes et universitaires.

La Mansam faisait partie des [signataires, le 1er janvier 2019, de la Déclaration de la liberté et du changement](#), qui réclamait la fin du règne de Bachir, mais elle n'a pas été représentée dans les [négociations avec le Conseil militaire de transition du Soudan](#). Cette exclusion des femmes dans les pourparlers les a poussées à réclamer une plus juste représentation des femmes dans les organes officiels intérimaires. Et la Mansam a même mis au point une liste de femmes diplômées susceptibles de convenir pour participer au gouvernement civil de transition. D'autres groupes, comme "Initiatives stratégiques dans la corne de l'Afrique" et "Non à l'oppression des femmes" ont exprimé des

demandes similaires concernant la parité.

La Mansam a également rédigé un projet de loi détaillant les droits des femmes que l'association veut voir inclus dans la nouvelle Constitution soudanaise. La plupart des femmes rencontrées soutiennent l'égalité des droits, et si elle est adoptée cette loi rectifierait les discriminations envers les femmes dans de nombreux domaines, notamment la famille et la loi sur l'ordre public. La Mansam souhaite également légiférer sur l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle, une position radicale dans un contexte soudanais.

La révolution des femmes

Si elles ont été à la tête de la mobilisation, les femmes au Soudan ont été exclues de la table des négociations. Elles avaient déjà été mises à l'écart lors des discussions pour mettre fin au conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud en 2005, et n'avaient été que très peu représentées lors des pourparlers de paix sur le Darfour.

Là encore, les femmes sont écartées des négociations entre le Conseil militaire de transition et l'opposition. Mais cette fois, les femmes et les militants des droits des femmes sont mieux préparés à se faire entendre. Les femmes interrogées ont expliqué que les Soudanaises attendent ce moment depuis trente ans. Et si elles sont encore exclues des négociations, elles s'inviteront à la table pour faire parvenir leurs revendications en matière de justice, de liberté et d'égalité. Comme le dit une manifestante : "Cette révolution est la révolution des femmes."

Samia Al-Nagar

Liv Tønnessen